



Pour un plan d'urgence dans l'éducation pour les postes, les salaires, l'amélioration des conditions de travail.

Appel à se mobiliser dès la rentrée, à se mettre en grève le 23 septembre et à préparer la mobilisation interprofessionnelle.

Alors que cette rentrée aurait nécessité la mise en place d'un plan d'urgence et la création massive de postes pour l'éducation dans un contexte qui a rendu plus compliquée la progression des apprentissages, le ministère poursuit une politique qui va à rebours des besoins du service public :

Nos organisations revendiquent la création de postes d'enseignant.es, de CPE, AED, AESH, de PsyEN, de RASED, de personnels administratifs, techniques, santé et sociaux dans les écoles, les établissements et les services pour répondre aux besoins.

Elles exigent l'annulation des suppressions de 1800 postes notamment dans le 2nd degré où le déploiement d'heures supplémentaires est une réponse inadaptée.

Dans notre département, cette politique se traduit entre autre par :

- le recours, dans le 1er degré, à des personnels enseignants contractuels pour pallier les suppressions de poste (8 en 2021) ;
- la fermeture d'une vingtaine de classes dans le primaire ;
- des élèves en situation de handicap non accompagnés par des personnels AESH faute de recrutement ;
- des classes surchargées dans le secondaire (35 élèves et plus dans les lycées)
- des classes sans enseignants : il manque toujours, des enseignants de Lettres, d'Anglais et d'Eco-Gestion, ..., dans les lycées et collèges niortais. Même situation sur Bressuire.
- l'absence de Médecins de Prévention depuis 2020.

Au niveau du Rectorat de Poitiers, les suppressions de postes ont rendu la rentrée bien chaotique pour l'ensemble des services administratifs et donc pour l'ensemble des personnels enseignants.

Nos organisations dénoncent l'ensemble des mesures qui attaquent nos statuts : comme par exemple le projet de création d'un emploi fonctionnel de directeur d'école ou l'expérimentation marseillaise d'un directeur-recruteur dans les écoles...

Nos organisations revendiquent un statut de la Fonction Publique pour nos collègues AESH avec un salaire décent .

Nos organisations refusent la généralisation du contrôle continu et demandent le rétablissement du baccalauréat national pour la session 2022, avec des épreuves nationales, terminales et anonymes.

L'École publique ne peut se concevoir, pour jouer totalement son rôle dans l'instruction de tous les élèves, qu'en revalorisant les statuts, en créant des postes, en assurant des conditions de travail décentes et en arrêtant de la soumettre à toutes les pressions politiques, budgétaires...

Rassemblement à Niort devant la DSDEN à 11h le 23 septembre 2021